

# Chantier Elections européennes

## Trame d'aide pour la mise en débat des communistes

### 1/ Les objectifs du chantier

- Le premier objectif du chantier est de proposer, au Conseil national des 30-31 Mars prochains, une offre politique du PCF pour les élections européennes de mai 2019. Cette offre devra contenir une proposition d'orientation générale (que l'on puisse résumer dans un slogan simple), des thèmes de bataille prioritaires, une offre de rassemblement aux forces politiques de gauche et aux forces sociales, de premières initiatives de campagne pour incarner et porter cette offre dans le débat public.
- Son deuxième objectif est d'aider aux débats de projet du congrès sur la question européenne en général, notamment en aidant à l'élaboration de la base commune qui devra être votée en juin par le CN
- Son troisième objectif est de devenir un outil national d'organisation et de coordination de la campagne des élections européennes, en lien avec les autres secteurs concernés et la direction du parti.

### 2/ Eléments de contexte

#### Un contexte européen de crise

L'Europe est au cœur de la crise du capitalisme mondialisé et financiarisé : dans une Union européenne dans laquelle les rapports de forces sont dominés par le néolibéralisme, et dont les traités donnent systématiquement la primauté aux intérêts de la finance et des multinationales, la réponse à la crise de 2008 aura été une accélération de l'agenda néolibéral de l'UE, un retour en force de l'intervention des Etats au service de la rentabilité du capital financier (injection massive de liquidités sur les marchés financiers, montée des dettes publiques dans les Etats dominés, austérité, libéralisations, privatisations, réformes du marché du travail) et l'autoritarisme (Asphyxie financière et soumission de la Grèce, mise en œuvre du CETA avant les débats dans les parlements nationaux, utilisation de l'euro comme outil disciplinaire budgétaire et salarial : critères de convergence, pacte de stabilité et de croissance). La crise du système capitaliste peut rebondir (krach boursier, 170 000 milliards de dette mondiale) et l'Europe aura été fragilisée par les politiques d'austérité. L'UE est la dernière zone économique au monde à sortir de la récession du fait des politiques d'austérité et des règles des traités européens ; le taux de chômage en moyenne dans l'UE est à peine revenu à son niveau de 2007 mais avec une répartition interne qui montre les divergences croissantes entre les pays européens (baisse du chômage en Allemagne, maintien d'un chômage très élevé par exemple en Grèce) + éclatement renforcé du salariat (emplois stables et bien pays vs explosion des emplois précaires qui touchent d'ailleurs surtout les femmes). Le taux de chômage a à peine et péniblement retrouvé son niveau de 2007. La création d'emploi a été nulle dans l'UE en 10 ans. La colère contre cette UE est grande, plus personne ne peut la défendre en l'état. Tout le monde parle de refondation. Dans la dernière période, les tenants des traités ont été fortement sanctionnés aux élections (en particulier la sociale-démocratie), et des phénomènes de nature différente mettent en cause l'UE actuelle (rejet de l'austérité dans les sociétés, le Royaume Uni a voté par référendum la sortie de l'UE, revendications indépendantistes...). On assiste aujourd'hui à un passage à l'offensive des bourgeoisies européennes, qui renouvellent leur idéologie et leurs personnels politiques dans deux sens :

- la convergence des centres / grande coalition : poursuite de l'agenda néolibéral mais nouvelle offre politique tenant plus compte de la réalité du rejet de l'UE actuelle : « il faut refonder », se présentant comme l'offre modérée, ouverte, moderne contre les « extrêmes » et le repli nationaliste. Macron est la meilleure illustration de cette orientation. Voir aussi les

tribunes régulières de chefs d'entreprises, du FMI, d'économistes libéraux pour appeler à un changement de tactique.

- la convergence avec l'extrême droite comme c'est le cas en Autriche ( les fonctions gouvernementales laissées à l'extrême droite : intérieur, défense, affaires étrangères, vice chancellerie) qui se fait principalement sur la question des migrants et sur une politique économique libérale.

Les démagogues et l'extrême droite progressent dangereusement, jusqu'à peser sur l'ensemble des systèmes politiques nationaux, et dans les rapports de forces au conseil européen (groupe de Visegrad). Les sociaux-démocrates, très affaiblis, hésitent encore entre grande coalition et orientation à gauche. La gauche de transformation peine à s'unir, bien que des avancées aient eu lieu, notamment avec la création du Forum européen de Marseille. Une solution de gauche portée par le gouvernement Syriza a été écrasée sans pitié par un véritable coup d'état en juillet 2015. La gauche européenne, dans toute sa diversité, a été incapable de bâtir un rapport de force en laissant le gouvernement Tsipras et le peuple grec *seuls* face aux classes dirigeantes européennes alignées sur les conservateurs allemands. Dans ce contexte, le risque est grand de voir le débat européen (et national) polarisé autour du débat entre approfondissement de l'UE libérale et nationalisme. Autrement dit, un débat de type Brexit qui exclut toute conception d'une coopération européenne tournée vers le développement humain. Même au sein de la gauche, ce débat semble s'installer ainsi, entre une option ouvertement fédéraliste et une stratégie paneuropéenne défendue par Yanis Varoufakis, et celle du plan B de Jean-Luc Mélenchon. Notre vision dialectique, articulant ruptures et projet de refondation, n'est-elle pas un possible trait d'union permettant la convergence des forces progressistes ?

### Un contexte national de recomposition politique

Après les élections présidentielles et législatives de 2017, les européennes de mai 2019 seront les prochaines élections à caractère national. Le Parlement approuvera dans les semaines qui viennent le retour à une circonscription nationale avec un seuil d'éligibilité à 5 % et de remboursement des frais de campagne à 3 %. Selon les premières estimations, atteindre les 5 % reviendrait à obtenir 1 million de voix (rappel : les candidat.e.s présentés/soutenus par le PCF ont recueilli 600 000 voix aux dernières législatives).

Emmanuel Macron souhaite en faire une nouvelle étape de recomposition du paysage politique français et a déjà lancé une offensive politique d'ampleur visant l'élargissement de sa base politique au centre à partir d'un clivage « modérés contre extrêmes », « pro-européens contre nationalistes », « ouverture contre repli », « les modernes contre les anciens », faisant interagir un triumvirat « LREM contre les extrêmes : FN et FI ». Lesquels semblent emboîter le pas. Le président des riches lancera le 17 avril des « conventions démocratiques » pour « refonder l'Europe » au Parlement européen à Strasbourg. Cependant, il est en difficulté politique sur deux questions : ses réformes sont de plus en plus contestées dans différents secteurs de la société française (sa cote de popularité est en berne et des luttes se structurent), et « sans famille politique européenne » il n'est pour le moment pas en mesure de présenter une candidature à la commission européenne, ni de constituer un groupe au Parlement européen. A droite, le programme des Républicains balance entre la volonté de faire de l'Union européenne un acteur stratégique de la mondialisation capitaliste (temporisé par un discours de Laurent Wauquiez jouant le petit entrepreneuriat contre les grandes entreprises mondiales) et un discours de « fermeté », vis-à-vis des migrations et des frontières. Le FN, en crise, tiendra son congrès en mars. A gauche, pour le moment, c'est la division même si tout le monde se dit ouvert à la discussion. Nous avons à ce jour rencontré EELV, MRC, République et socialisme, Ensemble et Generation. La FI n'a pas donné suite à notre demande de rencontre. Dans l'ensemble, les organisations rencontrées pointent fortement l'enjeu de la reconstruction à gauche en France comme un enjeu des européennes. Excepté EELV qui, à l'heure actuelle, semble opter pour une liste 100 % écologiste. Avec les autres organisations rencontrées, nous avons entamé des discussions qui doivent se poursuivre sur le fond, une fois notre orientation et notre offre de rassemblement définie par le CN. Une inquiétude : Générations et France insoumise semblent

vouloir se partager l'électorat de gauche entre options « fédéraliste » (politique « à traité constant » puis processus constituant à l'échelle européenne) et « indépendantiste », ce qui laisse présager la présence de listes concurrentes aux élections européennes.

## **2/ Premiers objectifs et propositions à débattre en vue du CN**

**Donner de la visibilité à la vision originale des communistes pour l'Europe.** Nous voulons transformer radicalement la société, jusqu'à dépasser le capitalisme et à construire une nouvelle civilisation. Dans cette perspective, la construction européenne est un enjeu de pouvoir majeur. Les institutions européennes actuelles, leur inspiration néolibérale, la monnaie unique, la BCE indépendante de tout pouvoir démocratique sont des instruments majeurs de la domination du capital, de l'austérité salariale et budgétaire et des fléaux qui les accompagnent : chômage, précarité, pauvreté, dégradation des services publics. Elles portent une responsabilité écrasante dans la résurgence des nationalismes, dans les dérives autoritaires et dans l'abaissement de la démocratie, dans l'aggravation des dominations au sein de l'Union, dans le rejet des coopérations avec les pays émergents et en développement, dans la montée des violences et des conflits aux frontières de l'Union et jusqu'en son sein. Elles conduisent à une impasse économique, sociale et politique sans précédent.

Ouvrir des brèches dans la construction européenne actuelle et ses institutions est crucial pour tout projet de transformation sociale. On ne changera pas le monde sans changer l'Europe. On ne changera pas la France sans changer l'Europe. Il faut sortir les peuples de l'alternative stérile entre projet fédéraliste ou projet nationaliste, les deux s'accommodant avec le néolibéralisme.

Tous les sondages d'opinion, mais aussi les points de vue exprimés dans les réunions publiques indiquent – et cela s'est accentué depuis le Brexit - que l'attitude majoritaire vis à vis de la construction européenne est la suivante : une colère forte, depuis 2005, contre l'UE actuelle, mais un refus d'en sortir. C'est également vrai dans la plupart des pays européens. A partir de là, il faut que nous soyons capable de dire qu'il faut la changer, lui donner une utilité pour les besoins humains et de la planète, mais surtout de dire comment.

**Il faudra donc donner une orientation générale à notre campagne qui mette en avant les enjeux de classe « En Europe, l'humain d'abord pas la finance » (l'important est de dire ce que nous voulons pour les gens, quel que soit le niveau) ainsi qu'une vision internationaliste et démocratique (Cf notre proposition d'Union de peuples et de nations libres, souverains et associés) que nous pourrions résumer ainsi : « Une France libre dans une Europe solidaire ». Une coopération européenne oui, mais pour les peuples et dans un cadre démocratique qui respecte les choix souverains.**

Plusieurs questions reviennent dans les débats, elles portent quasiment toutes sur la question du rapport des forces et de la capacité où non d'imposer des changements.

- *Comment porter au bon niveau la colère et le rejet de l'UE actuelle en France?* Nous devons rappeler notre critique forte des traités et de la construction européenne libérale, notre engagement et celui de l'Humanité, décisif pour la victoire du NON en 2005. Il faudra revenir sur le tournant autoritaire pris depuis la crise, notamment en évoquant le cas de la Grèce : « plus jamais ça ».

- *La sortie de l'UE ou de l'euro est-elle une solution ?* Si notre critique est sévère, tant sur les objectifs que sur le fonctionnement de la BCE, des politiques économiques, monétaires et fiscales, de l'utilisation de l'argent en général, et si nous avons voté contre les traités qui les ont permis, le PCF aujourd'hui ne prône pas la sortie de la zone euro ou de l'UE. Selon nous, il s'agit d'une illusion dangereuse : cela ne ferait pas sortir la France de la concurrence internationale, encore moins du capitalisme et, comme le démontre le Brexit, ne déboucherait pas automatiquement sur un progrès social mais plutôt sur des politiques de dévaluation compétitive renforçant chômage et précarité et de dumping fiscal. Politiquement et idéologiquement, ce positionnement renforce les idées nationalistes et nous éloigne des réponses appropriées face à la mondialisation et à l'interdépendance de sociétés à notre époque. Il nous paraît plus judicieux de faire des propositions comme le fonds de développement afin de montrer que l'argent doit être utilisé autrement, mais

également de faire monter l'exigence de respect des souverainetés populaires et de la non utilisation de la zone euro comme un outil punitif à l'égard des pays qui refusent l'austérité et le chantage financier.

- *Plan A / Plan B* : Il faut remettre en cause les intérêts des dominants au niveau national et au niveau européen. C'est la faiblesse de la logique du Plan B qui n'articule pas le rapport de force national et le rapport de force européen mais qui oppose les deux, alors que les deux niveaux de lutte et les rapports de force européens et nationaux sont imbriqués étroitement. Il ne s'appuie pas sur ce qui est possible de faire au niveau national pour faire avancer le niveau européen, et inversement. Cette proposition, qui paraît claire ne l'est pas, car elle dit à la fois, rester et sortir, sans dire les batailles à mener et comment, ce qui revient à « donner le point » aux partisans du repli national. Il y a derrière l'idée assez étrange qu'on peut s'appuyer sur le capitalisme national contre le capitalisme européen. Or il n'y a plus vraiment de capitalisme national en France. Le Plan B, comme la sortie de l'Euro est un projet profondément interclassiste qui ne tient pas compte des réalités de la lutte de classes. Par ailleurs, cela suppose au cas où le plan irait jusqu'au bout, que le tissu économique, social, politique français est assez solide pour résister au choc. Dans un pays décomposé socialement, désindustrialisé, la question n'est pas si simple !

- *Comment articuler batailles nationales et européennes ?* L'expérience grecque a fait couler beaucoup d'encre et est au cœur d'un débat douloureux à gauche. Elle a révélé au grand jour l'état du rapport de force et les outils puissants des capitalistes en Europe, pour faire plier un pays. Elle a révélé également qu'un pays seul ne peut leur faire face sans une mobilisation populaire à l'échelle européenne, surtout lorsqu'il s'agit d'un « petit » pays. Le bras de fer va très probablement reprendre cet été, avec la fin du memorandum. Cela ne doit pas nous faire oublier que la France est un pays qui a une grande influence sur les choix européens (il est faux de dire « c'est Bruxelles qui impose »), et doit nous interpeller sur la nécessité d'une part, de produire sur une politique alternative de la France en Europe et d'autre part, de construire des espaces politiques de convergence et d'action des forces progressistes à l'échelle européenne. Nous pouvons nous appuyer sur la proposition stratégique d'« Europe à géométrie choisie », autrement dit la possibilité, pour les pays partageant des éléments de vision alternative, de se libérer des contraintes qui les brident, tout en poursuivant avec les autres pays membres les coopérations compatibles avec leurs choix respectifs. Derrière le slogan « une France libre... » il y a l'idée de formuler des propositions de ruptures concrètes dans nos priorités de campagne (ex : suspension du pacte budgétaire et moratoire sur les directives de libéralisation). Nous pourrions aussi promouvoir le Forum européen de Marseille, qui se tiendra du 9 au 11 novembre prochains en Espagne.

*Le Parlement européen sert-il à quelque chose ?*

L'idée que le Parlement européen ne sert à rien est un puissant moteur de l'abstention parmi notre électorat. Si le PE ne sert à rien, pourquoi aller voter et pourquoi faire élire des eurodéputés ? Il y a des réponses à apporter sur le rôle du Parlement européen (qui a un réel pouvoir : sans vote favorable du Parlement européen, il n'y a pas de directive européenne !) et sur l'utilité d'avoir des eurodéputés de combat pour défendre les intérêts populaires agir et proposer. En d'autres termes, il faut être capable de rendre palpables des batailles concrètes que les eurodéputés ont/vont mener, et crédibiliser des possibilités de victoires, même partielles (exemple : bataille au côtés des associations caritatives pour le maintien du Fonds d'aide aux associations). Cela ne nous empêche pas de contester l'actuelle répartition des pouvoirs dans les institutions européennes (ex : la place trop grande accordée à la Commission) et de formuler nos propositions pour le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, des Parlements nationaux, ainsi que le respect des souverainetés nationales. (voir le document joint préparé par les eurodéputé.e.s et les collaborateurs-trices communistes)

**Définir les thèmes prioritaires de campagne.** Nous avons dégagé de vos premières contributions 10 grands thèmes qui pourraient être à la fois les bases pour une plateforme politique du PCF à défendre dans la campagne et des engagements de lutte pour de futurs eurodéputés au service des intérêts populaires. Beaucoup d'entre vous nous disent également qu'il faudrait à partir de 2-3 fils

rouges, être capables de mettre en cohérence ces thèmes, autour d'idées fortes. La manière de le faire n'est pas évidente : faut-il partir de grandes oppositions (ex : démocratie et autre utilisation de l'argent contre la domination du capital), des principales aspirations de l'électorat de gauche (les 5 citées par le sondage Via voice par exemple), lister des besoins prioritaires et les moyens financiers et démocratiques pour y répondre ou faire le choix de 3 thèmes parmi ceux listés ci-dessous ?

- Justice fiscale : lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale, lutte contre les paradis fiscaux, Taxe sur les transactions financières, les GAFA, les bénéfices des entreprises
- Utilisation de l'argent et politique monétaire au service du développement humain: utiliser les 30 milliards versés chaque mois par la BCE aux marchés financier, pour financer les services publics et la transition écologique (à travers un fonds européen de développement social et écologique)
- Une politique hospitalière à l'égard des migrant.e.s en rupture avec l'Europe forteresse
- Lutte contre les accords de libre-échange CETA, TAFTA, TISA. Refus de tout nouvel accord dégradant les conditions sociales et environnementales des pays européens.
- Défense et développement des services publics.Suspension du pacte de stabilité budgétaire et moratoire sur les libéralisations : hôpital, rail, collectivités locales, logement.
- Lutte contre le dumping social et protection du droit du travail. Clause de non régression et harmonisation des droits et des revenus par le haut.
- Egalité femmes/hommes, luttés contre les violences faites aux femmes, droit des femmes à maîtriser leur corps (IVG).
- Défense de l'environnement, transition énergétique et écologique
- Paix : s'affranchir de l'OTAN, combattre le projet de défense européen, pour un Helsinki 2!  
Agriculture, pêche : quelle PAC pour quels objectifs ?

**Renforcer et unir sur un contenu alternatif les forces progressistes dans le Parlement européen.** Le parlement européen est aujourd'hui largement dominé par les forces du consensus libéral, singulièrement de droite, avec une augmentation régulière de la représentation des droites populistes, radicalisées et des extrêmes droites<sup>1</sup>. L'existence d'un groupe comme la GUE-NGL, voix et organisations singulières dans le Parlement européen est indispensable mais elle est aujourd'hui menacée, d'un côté par la volonté de certaines forces comme la FI, de constituer un pôle « populiste de gauche » dans le Parlement européen ; et de l'autre, par une volonté d'autres forces comme Générations et Varoufakis, de constituer un groupe « progressiste » avec des forces écologistes, sociale-démocrates refusant l'austérité. Nous ne pouvons nous résoudre au scénario de l'éclatement des forces de gauche et antilibérales dans le Parlement alors qu'il est même permis de penser, qu'un travail de convergences et de respect de la diversité de ces forces pourrait donner naissance à un groupe antilibéral renforcé et élargi, capable de peser plus. Beaucoup dépendra du rapport de forces électoral et de la représentation effective, au sein du Parlement, de ces différentes sensibilités. La présence d'eurodéputés communistes français sera décisive pour y parvenir. Il convient également de réfléchir à la dimension européenne de notre campagne, avec, par exemple, la présentation ou non d'un.e candidat.e de la gauche européenne à la présidence de la commission européenne. De la même manière, nous aurions intérêt à donner à voir dans la campagne la diversité de nos partenaires européens, nous inscrivant ainsi dans une « famille » qui agit à l'échelle européenne.

**Construire une liste « En Europe, l'humain d'abord, pas la finance ».** Nous voulons donner de la force au mouvement social, jusque dans la constitution d'une liste aux élections européennes. Au CN de mars, le paysage national et européen ne sera pas encore clarifié : donnons-nous les moyens d'y influencer en partant en campagne sans attendre et en rendant publique une offre de rassemblement social et politique. Cette conception nous permettra de faire de l'élection européenne à la fois une

---

1 Voir ici la composition actuelle du PE : <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/hemicycle.html>

étape de relance nationale du PCF, et de pousser, en nous appuyant sur le mouvement social, dans le sens d'une reconstruction de la gauche en France.

- Porter le rassemblement dans l'action. Nous pourrions lancer un appel aux forces sociales dans la foulée des Etats généraux du progrès social (avec une attention particulière aux luttes en cours : femmes, SNCF, Hopitaux et EPHAD, Alstom...) à construire ensemble une plateforme commune et une liste de l'humain d'abord aux européennes, afin de placer le plus haut possible les aspirations au progrès social qui existent dans la société et ne trouvent aujourd'hui pas les voies de leur intervention sur la scène politique. A partir de cet appel, nous engagerions des discussions plus précises avec les forces politiques afin de pouvoir, en juin, faire un choix tactique sur une analyse précise des convergences et rassemblements possibles.
- Entrer en campagne et porter notre vision, nos priorités et notre offre de rassemblement dans le débat public. Quelle que soit la configuration de rassemblement possible, cette nouvelle donne requiert une cohérence nationale et donc un dispositif national de campagne. Une occasion d'innover et d'expérimenter un travail national en réseau ? Quel dispositif de direction et d'organisation ? Comment porter notre offre dans le débat public ?
  - Travail en réseaux thématiques à partir des priorités et mise en débat dans les luttes en cours de nos propositions européennes, prise d'initiatives nationales et européennes (pétitions, débats...)
  - Réalisation d'un fascicule grand public présentant le bilan des élus FDG au Parlement européen (disponible à la fête de l'humanité)
  - Une démarche de consultation populaire en direction de la jeunesse
  - Mise en place d'une équipe nationale de campagne comprenant un quatuor paritaire de porte-paroles, et un agenda d'initiatives nationales (dont une forte mobilisation à la fête de l'Humanité)
  - La préparation d'un meeting européen à l'automne en France et d'un agenda national de campagne